

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 16 décembre 2024

Date de convocation : 10 décembre 2024
Date d'affichage : 10 décembre 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27
Nombre de Conseillers présents : 23
Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi seize décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Colas – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – V. Rebours – M. Devrand – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : M. Cosson donnant procuration à A. Guennou, B. Delanoë donnant procuration à V. Rosnarho, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand.

Était absent : néant

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

OBJET :

RÉVISION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) POUR LES AGENTS DE LA COMMUNE

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration générale, des finances, et des ressources humaines

Depuis le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la fonction publique de l'État, le RIFSEEP est le nouveau régime indemnitaire de droit commun applicable aux trois fonctions publiques. Il est par ailleurs applicable à tous les cadres d'emplois conformément au principe de parité prévu par le Code de la Fonction Publique et se substitue donc au régime indemnitaire existant. L'objectif du dispositif est d'harmoniser et de simplifier le régime indemnitaire alloué aux agents publics en instituant un régime commun à chaque filière et cadre d'emploi. Il s'impose ainsi à l'ensemble des collectivités territoriales et établissements publics dès lors que les arrêtés ministériels pour chaque corps de l'État seront parus et applicables par équivalence aux cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale. Cela nous amène donc à réfléchir à sa transposition.

La délibération du Conseil Municipal du 16 novembre 2020 instaurant la mise en place du RIFSEEP, stipule au point 2.3 les conditions de réexamen appelées ci-après :

2.3. Conditions de réexamen

Le montant de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions notamment) ;
- en cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion ou la réussite à un concours ou à un examen professionnel, dans le respect du groupe de fonction d'appartenance et des règles définies ;
- au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

Ce réexamen n'implique pas une revalorisation automatique du régime indemnitaire.

Une réflexion a été entamée en CST le 15 avril 2024 et un groupe de travail a été constitué pour travailler sur ce point, les 27 mai et 9 septembre 2024.

Le CST du 25 novembre 2024 s'est ainsi prononcé favorablement sur les points suivants, applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 :

- La suppression de la suspension du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) en cas d'absence pour enfants malades ;
- Le versement du RIFSEEP (IFSE et CIA) aux agents contractuels indiciaires ;
- Une revalorisation de l'IFSE de vingt euros nets par mois et par agent.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De **VALIDER** la suppression de la suspension du CIA en cas d'absence pour enfants malades ;
- De **VALIDER** le versement du RIFSEEP (IFSE et CIA) aux agents contractuels indiciaires ;
- De **VALIDER** une revalorisation de l'IFSE de vingt euros nets par mois et par agent ;
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tous documents afférents à cette délibération pour une date d'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.



Annie GUENNOU,
Maire.

